



APPEL A MANIFESTATION D'INTERET

RECHERCHE SUR LES ÉLECTIONS ET L'EXTRÉMISME VIOLENT EN AFRIQUE DE L'OUEST

1. Introduction

Le Réseau ouest-africain pour l'édification de la paix (WANEP) est une organisation régionale de consolidation de la paix fondée en 1998 en réponse aux guerres civiles qui ont ravagé l'Afrique de l'Ouest dans les années 1990. Depuis sa création, WANEP a établi avec succès son bureau régional au Ghana et des bureaux/secrétariats de réseaux nationaux dans les 15 États membres de la CEDEAO, avec plus de 700 organisations membres dont les expertises couvre divers domaines thématiques en rapport avec la paix et la sécurité. En tant que principale organisation d'édification de la paix dans la région, WANEP travaille avec diverses parties prenantes pour promouvoir la paix et la stabilité dans la région.

WANEP met actuellement en œuvre la 3^e phase du projet de "Suivi, Analyse et Atténuation de la Violence Électorale (E-MAM) 2023-2026 dans 12 pays d'Afrique de l'Ouest. Financé par l'Union européenne (UE), l'objectif global du projet est de contribuer à la réduction de la violence électorale en Afrique de l'Ouest à travers le renforcement et la mobilisation des capacités régionales et nationales nécessaires pour la prévention ou l'atténuation de la violence politique en démocratie. Dans le cadre de la mise en œuvre de E-MAM, WANEP sollicite des propositions de la part de candidats qualifiés pour l'élaboration d'un document de recherche sur "**Les élections et l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest**" en se concentrant sur l'un des pays suivants : Burkina Faso, Mali ou Niger.

2. Contexte

Si les élections sont fondamentales pour la démocratie, elles sont aussi des moments critiques pour les pays en transition politique comme ceux de la région du Sahel en Afrique de l'Ouest. Depuis la vague de démocratisation des années 1990, les élections présidentielles et législatives en Afrique de l'Ouest sont devenues un catalyseur ou un accélérateur de violence et de conflits. Au fil des ans, la situation s'est encore aggravée dans des endroits comme le Sahel en raison de l'augmentation des attaques violentes menées par des groupes armés et des groupes terroristes affiliés à Al-Qaïda et à ISIS, qui, selon l'ONU, ont déplacé plus de 6 millions de personnes et provoqué une grave crise humanitaire dans toute la région.¹ Au cours de la dernière décennie, les élections générales au Mali et au Burkina Faso ont, par exemple, été marquées par une faible participation en raison de l'insécurité et du terrorisme. Dans certains cas, plusieurs centres de vote ont été contraints de fermer pendant la période électorale en raison d'attaques djihadistes, tandis que des zones contrôlées par des groupes terroristes et armés n'ont pas pu organiser d'élections du tout.² La grande majorité de la population des zones contrôlées par les terroristes est souvent privée de son droit de vote ou exclue du processus

¹ United Nations. (2023). West Africa, Sahel Requires Tangible, Long-Term Support to Eliminate Terrorism, Address Humanitarian Crisis, Special Representative Tells Security Council. [L'Afrique de l'Ouest et le Sahel ont besoin d'un soutien concret et à long terme pour éliminer le terrorisme et faire face à la crise humanitaire, déclare la représentante spéciale au Conseil de sécurité.] <https://press.un.org/en/2023/sc15365.doc.htm>,

² Casademali. (2020). History, Politics and Elections. <https://casademali.org/en/mali/history-politics-elections/>,

électoral. Un exemple typique est l'impossibilité pour plus de 400 000 personnes de s'inscrire sur les listes électorales pour les élections de novembre 2020 au Burkina Faso, en raison de considérations de sûreté et de sécurité de la part du gouvernement.³

Néanmoins, malgré les craintes d'extrémisme violent et de terrorisme, le Mali, le Burkina Faso et le Niger ont organisé des élections générales en 2020 et 2021, qui ont donné naissance à de nouvelles administrations politiques. Cependant, toutes ces administrations politiques n'ont duré que peu de temps. Au Mali, le président Ibrahim Boubacar Keita a été renversé par un coup d'État militaire en août 2020 après des mois de protestation du Mouvement-Rassemblement des forces patriotiques du 5 juin (M5-RFP) contre des élections législatives entachées d'irrégularités et les problèmes socioéconomiques et sécuritaires du pays.⁴ De même, l'armée dirigée par Paul-Henri Damiba a chassé le président Roch Kabore après plus de six ans au pouvoir en janvier 2022, en invoquant son incapacité à unifier le pays et à contrôler la détérioration de la situation en matière de sécurité.⁵ Cependant, en septembre de la même année, Paul-Henri Damiba a été renversé par le capitaine Ibrahim Traore en raison de son incapacité à faire face à l'aggravation du soulèvement armé dans le pays.⁶ Plus tard, en juillet 2023, le président du Niger, Mohamed Bazoum, a également été renversé par un coup d'État militaire, interrompant ainsi la première transition civile en 2021 depuis l'indépendance du pays en 1960.⁷ À l'heure actuelle, ces trois pays connaissent des transitions politiques sous la direction de juntes militaires et devraient organiser des élections pour rétablir l'ordre constitutionnel en 2024 et 2025. Mais le moment et la manière dont ces élections se dérouleront détermineront la trajectoire de la gouvernance et du développement, ainsi que de la menace croissante pour la sécurité à laquelle ils sont confrontés.

Alors que le Mali, le Burkina Faso et le Niger se préparent à organiser des élections démocratiques pour rétablir l'ordre constitutionnel dans un contexte de menace croissante d'extrémisme violent, il est important d'explorer les risques associés à la conduite et à la gestion des processus électoraux sur la base des élections précédentes et de la dynamique actuelle afin d'informer les stratégies de réponse des gouvernements, des OSC et des partenaires internationaux. En outre, il est important de tirer des leçons de ces trois pays pour informer la gestion des élections dans les pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest (Bénin, Togo, Côte d'Ivoire et Ghana) qui sont à risque ou en train d'expérimenter la propagation de l'extrémisme violent dans leurs élections à venir en 2024 et 2025. C'est dans ce contexte que WANEP entreprend cette étude qualitative sur l'extrémisme violent et les élections en Afrique de l'Ouest en utilisant le Mali, le Burkina Faso et le Niger comme études de cas. Les résultats de l'étude devraient aider les organes de gestion des élections (OGE), en particulier ceux des pays côtiers, à organiser des élections libres, justes, transparentes et pacifiques, ainsi que les OSC travaillant sur les processus électoraux.

3. Objectifs de la recherche

L'objectif principal de l'étude est d'explorer les potentiels risques associés à la conduite et à la gestion des élections dans le contexte de l'extrémisme violent dans chacun des trois pays (Burkina Faso, Mali

³ Aljazeera (2020). Surrounded by war, Burkinabe civilians have votes taken away.

<https://www.aljazeera.com/news/2020/10/6/amid-insecurity-voters-cannot-register-for-burkina-faso-polls>

⁴ Fornof, E. and Cole, E. (2020). Five Things to Know About Mali's Coup.

<https://www.usip.org/publications/2020/08/five-things>.

⁵ Aljazeera (2022). Burkina Faso's coup and political situation: All you need to know.

<https://www.aljazeera.com/news/2022/10/5/coup-in-burkina-faso-what-you-need-to-know>

⁶ ibid

⁷ Aubyn, F.K. (2023). Beyond Sanctions and Use of Force: How ECOWAS can Negotiate a political solution to the Niger's Coup. Conflict Resilience Monitor <https://www.accord.org.za/conflict-resilience/conflict->

et Niger) sur la base des élections précédentes et de la dynamique actuelle afin d'informer les stratégies de réponse du gouvernement, des OSC et des acteurs internationaux.

Les objectifs spécifiques sont les suivants :

- a) Fournir une analyse détaillée du contexte des élections et de l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest, en mettant l'accent sur l'un des trois pays (Burkina Faso, Mali et Niger).
- b) Fournir une analyse approfondie des risques rencontrés dans l'organisation et la gestion des élections précédentes dans le contexte de l'extrémisme violent dans le pays ciblé.
- c) Discutez les stratégies de réponse mises en œuvre par le gouvernement, les OSC et les acteurs internationaux pour faire face aux risques et aux défis rencontrés lors des élections précédentes.
- d) Explorer les risques associés à l'organisation et à la gestion des élections dans le pays ciblé en fonction de la dynamique actuelle de l'extrémisme violent.
- e) Tirer les leçons du pays ciblé pour informer l'organisation et la gestion des élections dans les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest (Bénin, Togo, Côte d'Ivoire et Ghana) qui sont exposés au risque de propagation de l'extrémisme violent lors de leurs prochaines élections en 2024 et 2025.
- f) Fournir des recommandations pragmatiques pour faire face aux risques associés à l'organisation et à la gestion des élections sur la base de la dynamique actuelle de l'extrémisme violent afin d'informer les stratégies de réponse du gouvernement, des OSC et des acteurs internationaux.

4. Tâches à accomplir et méthodologie

Le consultant doit réaliser une étude complète sur les potentiels risques associés à la conduite et à la gestion des élections sur la base de la dynamique actuelle de l'extrémisme violent dans le pays ciblé afin d'informer les stratégies de réponse du gouvernement, des OSC et des acteurs internationaux (voir les objectifs de l'étude). Le consultant présentera également les résultats de l'étude lors d'un atelier de validation du rapport de recherche.

Pour réaliser cette tâche, le consultant doit mener au moins quatre (4) discussions de groupe de 6 à 8 participants dans le pays ciblé qui a tenu des élections sous le phénomène de l'extrémisme violent. Le consultant complétera ces discussions par des entretiens avec des informateurs clés, y compris des fonctionnaires des organes de gestion des élections, des ministères de la sécurité et de l'administration territoriale, du Centre national de coordination du mécanisme de réponse (CNCMR), des délégations de l'Union européenne, des ambassades, des OSC, des médias, de l'ECONEC, de la CEDEAO, de l'UNOWAS, de l'UA, et d'autres parties prenantes concernées.

5. Produits attendus.

Le consultant soumettra :

- a) Un rapport complet pour le pays ciblé et basé sur les objectifs de l'étude, en français ou en anglais, d'une longueur de 6 000 à 7 000 mots, à l'exclusion de la table des matières, du résumé et des références (utiliser des notes de bas de page et fournir une liste de références à la fin du rapport). Le rapport doit être rédigé en simple interligne, en utilisant Calibri 12 et une police de taille 12.
- b) Un guide d'entretien et la liste des répondants touchés pour l'étude.

6. Durée de la consultation

La consultance devra durer 20 jours ouvrables sur une période de deux mois, du 15 mai au 15 juillet 2024. Le consultant est libre de travailler à partir du lieu de son choix. Sur les progrès et les contributions, le consultant devra cependant travailler en étroite collaboration avec le coordinateur régional de WANEP pour la recherche et le renforcement des capacités, le coordinateur régional pour le développement du réseau ainsi que le coordinateur national du réseau du pays ciblé.

Le calendrier prévu pour la consultance est le suivant :

S/N	Activity	Timelines
1	Soumission du guide d'entretien	15 May 2024
2	Soumission du premier projet de rapport	25 June 2024
3	Révision du premier projet de rapport par WANEP	30 June 2024
4	Soumission du projet de rapport révisé	5 July 2024
5	Révision du deuxième projet de rapport par WANEP	10 July 2024
6	Soumission du rapport final à WANEP	15 June 2024

7. Éligibilité, qualification et expérience requises.

Les candidats intéressés doivent posséder au moins les qualifications suivantes :

- Master ou doctorat dans un domaine pertinent.
- Au moins 5 ans d'expérience de recherche dans le domaine de la gestion des élections, de la prévention des conflits et de l'extrémisme violent, de la consolidation de la paix et d'autres domaines connexes, avec un accent particulier sur le Sahel.
- Excellente maîtrise du français ou de l'anglais (parlé, lu et écrit).
- Les chercheurs du Mali, du Burkina Faso et du Niger sont fortement encouragés à postuler.

8. Candidature

Les candidats qualifiés et intéressés doivent soumettre les documents suivants à wanep@wanep.org avec copie obligatoire à joussou@wanep.org et faubyn@wanep.org avant 23 : 59 GMT le 10 mai 2024 :

- Curriculum vitae (CV), mettant en évidence le domaine d'expertise lié à la mission.
- Une proposition technique narrative de trois pages décrivant l'approche globale et la méthodologie de la mission, avec le calendrier proposé et le pays concerné (Burkina Faso, Mali ou Niger). Un candidat ne peut travailler que sur un seul de ces trois pays.
- Une proposition financière indiquant les honoraires du consultant et le coût de la conduite des groupes de discussion et des entretiens avec les différentes parties prenantes.